



les
Solidaires

éducation
Sud93



Depuis le 26 février, en Seine-Saint-Denis, on se soulève pour défendre l'école publique, contre le « choc des savoirs » !

Nous sommes aujourd'hui le 26 mars 2024 : depuis un mois, à l'appel de l'intersyndicale FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et CNT éducation, une mobilisation aussi puissante qu'historique rassemble élèves, parents, personnels et élu·es de la Seine-Saint-Denis pour exiger un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « choc des savoirs ». Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de l'Hexagone, on se mobilise par milliers pour demander l'égalité réelle des droits pour tou·tes les élèves.

Un constat s'impose : chaque jour, en Seine-Saint-Denis, l'État est en faute et manque à sa mission régalienne d'enseignement et d'éducation au bénéfice de tou·tes les élèves. À la rentrée 2023, il n'y avait pas « un prof devant chaque classe » en Seine-Saint-Denis, comme l'avaient promis Emmanuel Macron et Gabriel Attal. Dans 80 % des écoles et des établissements, il n'y avait même pas d'infirmier·e, d'assistant·e de service social ou de PsyEN alors que les conditions d'accueil pour les élèves et de travail pour les personnels sont de plus en plus dégradées et souvent indignes !

Depuis le 26 février, dans les réunions publiques, les nuits des écoles et des établissements, les assemblées générales, sur les piquets de grève et les opérations « écoles, collèges et lycées déserts », dans les manifestations à Paris, en Seine-Saint-Denis ou encore au fronton des mairies du département, **des dizaines de milliers de personnes déterminées relaient un même mot d'ordre, un même message : nous ne voulons pas plus de moyens qu'ailleurs, nous voulons seulement que la promesse d'égalité républicaine de l'école soit tenue !** Aujourd'hui, les politiques publiques en matière d'éducation ne résorbent plus les inégalités dans notre département, elles les aggravent ! Il faut rattraper le retard dû au sous-investissement chronique de l'État en matière d'éducation en Seine-Saint-Denis, comme deux rapports parlementaires, en mai 2018 puis en décembre 2023, l'ont largement documenté.

Pour faire réussir tou·tes les élèves du département et redonner à l'école publique sa mission émancipatrice, l'État doit acquitter sa dette envers la Seine-Saint-Denis. À département hors-normes, il faut des moyens hors-normes ! Cette posologie d'urgence pour une école en état d'urgence, l'intersyndicale 93 l'a chiffrée à hauteur de 358 millions d'euros en ce qui concerne les moyens horaires et humains, soit 5 000 enseignant·es, 2 200 AESH, 650 AED, 320 AP, 175 CPE. Un autre collectif budgétaire dédié au bâti est tout aussi indispensable, les collectivités territoriales ne pouvant plus assurer seules la transition énergétique et l'égalité socio-scolaire.

L'école devait être la « mère des batailles » : le 9 janvier dernier, Gabriel Attal avait dit emmener avec lui « la cause de l'école » à Matignon. Or, ce matin, Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, interrogée sur France Inter à propos de la mobilisation dans le 93, a continué d'aligner les poncifs sur la « spécificité » du département en renvoyant aux mesurette cosmétiques du plan « L'État plus fort en Seine-Saint-Denis », présenté en octobre 2019. À titre d'exemple, la prime de fidélisation territoriale mise en avant par la ministre, dont le périmètre est très restrictif et dont les personnels éligibles actuellement en poste dans le département n'ont toujours pas vu le moindre centime, ne répond en rien aux problèmes du département.

En réalité, nous sommes à un tournant : ce sont deux visions de l'école qui s'affrontent et le plan d'urgence 93 est une réponse à l'offensive du gouvernement, sous couvert d'austérité budgétaire, contre la démocratisation de l'école publique.

NON, nous n'organiserons pas le tri social néolibéral des groupes de niveau ! Il n'y aura pas une école pour « les gens qui réussissent » et une école pour « les gens qui ne sont rien » ! NON, nous ne participerons pas à l'embrigadement de la jeunesse et nous arracherons les milliards d'euros alloués à l'uniforme et au SNU ! À « L'ordre, l'ordre, l'ordre ! » comme seule réponse assénée par Emmanuel macron et son gouvernement à la suite des révoltes urbaines de l'été dernier, nous répondons : « L'école, l'école, l'école ! » Élèves, parents, personnels, c'est notre école publique qu'il faut défendre contre le « choc des savoirs » !

Jusqu'à quand le gouvernement va-t-il jouer la montre et refuser de répondre aux revendications de la communauté éducative et des élu-es de notre territoire ?

Faudra-t-il qu'il n'y ait, de nouveau, pas de rentrée en Seine-Saint-Denis lundi 22 avril prochain ?

Pour que la rentrée 2024 soit à la hauteur des enjeux du 93 ! Sans plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis, pas de justice sociale !

Vendredi 29 mars, (13h00) on monte à Bercy ! Élèves, parents et personnels de la Seine-Saint-Denis ont rendez-vous devant le ministère de l'économie et des finances pour arracher le plan d'urgence !

Samedi 30 mars, (dès 11h00) les habitant·es de la Seine-Saint-Denis se soulèveront partout pour défendre l'école publique !

Mardi 2 avril, tou·tes en grève et en manifestation contre le « choc des savoirs », pour un choc des salaires et des moyens !